

Des centaines de personnes manifestent devant le tribunal de première instance de Westminster pour réclamer la liberté de Julian Assange

Par [Richard Tyler](#)

Mondialisation.ca, 24 octobre 2019
wsws.org 23 octobre 2019

Région : [L'Europe](#)
Thème: [Loi et Justice](#)

Près de 200 manifestants se sont rassemblés devant le tribunal de première instance de Westminster à Londres lundi pour s'opposer à l'extradition du fondateur de WikiLeaks, Julian Assange, vers les États-Unis, pour espionnage. Ces accusations pourraient entraîner une peine de 175 ans de prison.

L'audience de procédure n'était que la troisième comparution publique d'Assange depuis sa saisie illégale par la police en avril de son lieu d'asile à l'ambassade de l'Équateur à Londres. Il se préparait en vue d'une audience d'extradition complète en février 2020.

La manifestation a été convoquée par la Commission de défense Julian Assange et soutenue par le Socialist Equality Party (SEP). Les manifestants sont venus de toute la Grande-Bretagne, rejoints par des dizaines de militants gilets jaunes venus de France.



John Pilger s'exprimant à l'extérieur du tribunal

À partir de 9 h, les manifestants ont scandé à haute voix «Libérez Julian Assange» et «Seule décision, pas d'extradition!» alors que d'autres partisans faisaient la queue pour assister à l'audience. Dans un geste provocateur, la police, certains en civil, a ordonné la construction d'une petite enceinte clôturée dans laquelle ils voulaient rassembler la manifestation. À un moment donné, un policier a dit que le Groupe de soutien tactique serait déployé si les manifestants ne se déplaçaient pas derrière les barrières. Tous ont refusé, mais la police a décidé de ne pas risquer un affrontement devant de nombreux journalistes et représentants

des médias indépendants.

Chris Marsden parle devant Westminster Court pour exiger la liberté de Julian Assange

L'un des premiers à avoir reçu des nouvelles de l'intérieur de la cour, pendant une courte pause, a été l'ancien maire de Londres Ken Livingstone. Interrogé sur le sort d'Assange, Livingstone a dit: «Il a permis aux gens de découvrir la vérité. On nous a menti toute notre vie, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. L'Amérique nous a trompés encore et encore, qu'il s'agisse de l'invasion du Vietnam, tuant 3,8 millions de Vietnamiens. Ils ne font que défendre les intérêts des entreprises américaines. Ils devraient le laisser partir.»

Après plus de deux heures, Emmy Butlin du Comité de défense de Julian Assange est sortie pour expliquer ce qui s'était passé au tribunal. Visiblement bouleversée, Emmy a dit à la foule: «L'état de Julian Assange se détériore tous les jours. Qu'est-ce qu'il fait là-dedans ? Pourquoi le torturent-ils? Sa santé se détériore à vue d'oeil. On ne peut pas laisser cette injustice se produire sous nos yeux. On va le perdre.»

Emmy a expliqué qu'une demande de délai de trois mois avait été rejetée par la juge Vanessa Baraitser, qui a également proposé que l'audience de février ait lieu au tribunal de première instance de Belmarsh où il n'y a que cinq sièges dans la tribune publique. Cette nouvelle a été accueillie par des cris de «Honte ! Honte !»

Emmy a exhorté les gens présents à s'opposer: «Wikileaks sert le public avec des informations, des informations vraies, et ce juge veut nous donner cinq sièges. C'est inacceptable. Résistez maintenant !»



Membre de la Commission de défense de Julian Assange, Emmy Butlin, parle de la procédure devant le tribunal

Emmy a parlé au WSWS, décrivant comment Assange avait l'air «décharné, comme un fantôme» au tribunal. Il avait «gardé sa voix calme et expliqué que c'était tout un état qui essayait de l'écraser». Il a commencé à parler de ses conditions de détention et le juge a rétorqué: «Les conditions de votre détention ne sont pas l'objet de ce tribunal.»

Expliquant comment une société de sécurité espagnole avait espionné Assange à l'intérieur de l'ambassade équatorienne au nom de la CIA, Emmy a déclaré que cela leur avait permis d'obtenir «des dossiers de sa situation médicale et des conversations avec ses avocats, et en raison du procès en cours en Espagne, la défense voulait plus de temps».

La communication entre Julian et son équipe juridique «a été sérieusement compromise,

parce qu'il n'a pas d'ordinateur portable, il ne peut pas communiquer avec eux. Ils lui ont envoyé des choses par la poste. Cela prend une éternité, parfois ce n'est pas livré à temps. Il y a donc de vrais problèmes avec les retards dans l'exécution du travail des avocats de la défense.» Mais le juge avait écarté un délai en disant: «Oh non, vous avez le temps !»

Le secrétaire national du Socialist Equality Party (Royaume-Uni), Chris Marsden, s'est adressé à la manifestation, expliquant: «Il est écrit sur le devant de cette cour, Dieu et Mon Droit ! Il est également dit qu'elle a été créée en 2011. Ce fut la dernière année où Julian Assange a joui de sa liberté.»



Quelques-uns des quelque 100 manifestants gilets jaunes qui ont participé à la manifestation pour défendre Assange

«Ils n'ont aucun droit, aucun droit de faire ce qu'ils font. Le droit est de notre côté. Le droit est avec les défenseurs de Julian Assange, ceux qui s'opposent à la guerre impérialiste et aux crimes de guerre impérialistes...

«Tout le monde ici est du côté du droit: contre une machination, une conspiration et un système de justice pénale qui s'efforcent de réduire au silence les dénonciateurs, les opposants à la guerre et au colonialisme, et à la criminalité, répandue à une échelle stupéfiante, qui a fait des millions de morts.»

«C'est leur cour. Notre cour est la cour de l'opinion publique internationale ! Partout, on prend de plus en plus conscience de la gravité du crime perpétré contre Julian Assange. Nous voulons que la classe ouvrière défende un homme dont la liberté est d'une importance capitale pour chaque homme, femme et enfant sur cette planète... Nous n'accepterons pas ce simulacre de procès sur des accusations inventées de toutes pièces: 175 ans pour espionnage, pour avoir commis le crime d'être journaliste !»

«Nous sommes ici pour nous y opposer. Et nous représentons des millions de personnes. Ils ne représentent rien... Un système corrompu, pourri et sale, qui cherche à faire emprisonner un innocent.»

Il a déclaré: «Il n'y aura pas de répit tant que nous n'aurons pas obtenu la liberté de Julian Assange, Chelsea Manning et tous les dénonciateurs héroïques qui se sont opposés à la criminalité dirigée contre les peuples de ce monde.»

Kristinn Hrafnsson, rédacteur en chef de WikiLeaks, et John Pilger, journaliste primé, se sont adressés à la foule.

Hrafnsson a déclaré que cela avait été «une autre journée décevante au tribunal», car le

juge avait rejeté la demande de prolongation de la période de préparation nécessaire à la défense. «Julian a dit lui-même, une superpuissance a eu 10 ans pour préparer l'affaire et pendant les six derniers mois, il a été coincé dans la prison de Belmarsh sans aucun accès aux documents juridiques, pas même un ordinateur... Comment cela peut-il être juste ? C'est simple, ce n'est pas juste du tout.»

Hrafsson a expliqué que les avocats de la défense avaient fait valoir que l'affaire devait être rejetée en vertu d'un traité bilatéral entre les États-Unis et le Royaume-Uni, qui «précise essentiellement qu'on ne peut extraditer qui que ce soit pour une infraction politique et c'est exactement ce qui se passe ici. Cela aurait dû être écarté depuis longtemps. C'est le journalisme qui est en procès ici et il faut lutter pour s'y opposer !»

Pilger a décrit comment la voix de Julian Assange «était si faible que nous pouvions à peine l'entendre. Il avait l'air d'un homme changé et c'est ce que lui ont fait les années de détention et les mois d'incarcération à Belmarsh.»



Manifestants devant le tribunal de première instance de Westminster

La procédure était «d'une absurdité grotesque» puisque la loi d'extradition entre le Royaume-Uni et les États-Unis interdit prétendument l'extradition «si les infractions sont politiques». Dans le cas d'Assange, «les infractions sont politiques [...] Ce n'est pas une opinion, elles sont politiques.»

Le traitement d'Assange à la prison de haute sécurité de Belmarsh était «pire que celui d'un meurtrier». Les meurtriers peuvent fraterniser. Julian n'est pas autorisé à fraterniser avec quiconque. Les gardiens le maintenaient pratiquement isolé dans sa cellule. «Il s'agit d'une action délibérée - et la source en est un État criminel - un État qui ignore ses propres lois et les lois internationales.»

La manifestation a été retransmise en direct sur la page Facebook du Socialist Equality Party (UK), avec des téléspectateurs du monde entier.

Après la manifestation, Chris Marsden a résumé les expériences de la journée et les leçons à en tirer. Il a dit: «En ce qui concerne la classe dirigeante britannique et son appareil judiciaire, il n'y a qu'un seul verdict à la fin de ce simulacre de procès, à savoir que Julian Assange est envoyé aux États-Unis pour y être réduit au silence à jamais.»

Richard Tyler

Article paru en anglais, WSWs, le 23 octobre 2019

La source originale de cet article est [wsws.org](http://www.wsws.org)

Copyright © [Richard Tyler](http://www.wsws.org), [wsws.org](http://www.wsws.org), 2019

Articles Par : [Richard Tyler](http://www.wsws.org)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca